

du Parlement. Elle commence à critiquer le travail des divers gouvernements qui existent au pays. Ce qui est triste, c'est que le public n'est jamais bien renseigné sur les diverses situations qui se présentent. Il ne peut savoir la vérité et toute la vérité touchant les questions que le gouvernement canadien est appelé à résoudre. Nous avons eu au pays durant la guerre,—il existe encore,—un système de régies qui a rendu à peu près inutile tout le travail de la Chambre des communes. Nous aurions mieux fait de fermer la Chambre des communes et de rester chez nous, car une partie de l'administration du pays, au cours de la guerre, a été confiée à des commissions, sans qu'on tint aucun compte du Parlement ni des tribunaux du pays et sans que le public ait eu un mot à dire. Le ministre des Finances n'est pas à blâmer, car il n'est qu'un des membres du cabinet, mais il a dû subir toutes les conséquences de cette politique. C'est le Parlement qu'il faut tenir responsable de cet état de choses.

Les Canadiens sont prêts à consentir tous les sacrifices qu'on exigera d'eux pendant cette période de reconversion, tout comme ils l'ont fait durant la guerre. Mais il faut renseigner la population. Il se fait beaucoup de gaspillage au pays à l'heure actuelle.

Le parti conservateur est fermement convaincu que l'Etat existe pour l'individu et non pas l'individu pour l'Etat; que toute restriction imposée par l'Etat à la liberté du citoyen est répréhensible en principe, et qu'il convient de scruter minutieusement tout empiètement sur cette liberté et d'y résister; qu'aucun service de l'Etat, sauf quand il constitue un monopole, ne peut exploiter avec profit des entreprises commerciales; que la prospérité du pays repose sur l'esprit d'entreprise et la compétence des individus librement associés en vue de gérer leurs affaires avec un minimum de règlements et d'interventions extérieures; que le capital et le travail sont des associés et non des ennemis, et qu'ils sont indispensables les uns aux autres; que la bureaucratie est l'ennemi des deux et qu'elle les ruinerait moralement et financièrement s'ils ne mettent pas de frein à ses visées ambitieuses. Enfin, c'est le bien-être de toute la collectivité et non l'avantage d'un groupe ou d'une classe que les conservateurs cherchent à assurer. Le 11 septembre 1945, je m'exprimais ainsi à la Chambre:

Tous les principes pour lesquels la nation britannique a lutté dans la métropole depuis le dix-septième siècle ont été sacrifiés aux caucus politiques. Le Parlement lui-même, créé pour veiller à ce que les impôts ne soient votés que par ceux qui doivent les acquitter, est devenu l'instrument par lequel ceux qui ne les acquittent pas les imposent aux autres.

Je veux souligner qu'on a abandonné des droits législatifs plus anciens même que celui

des contribuables de déterminer les dépenses nationales et, si nous continuons dans cette voie, le Parlement perdra à jamais ses attributions. Des sphères complètes de l'activité, y compris les moyens d'existence de tout homme, femme et enfant au pays, ont été soustraites à l'influence du droit et du Parlement et laissées à la gouverne de tribunaux irresponsables, inamovibles, sans aucun contrôle et sans droit d'appel...

Je viens d'une ville qui acquitte de très lourds impôts. La classe ouvrière doit payer une taxe de vente de 12 p. 100 et le fardeau de l'imposition pèse très lourd sur ses membres et sur les sociétés commerciales de la région. Certains chefs de petites entreprises ont dû renoncer aux affaires.

J'ai signalé qu'on propose, à Washington, de réduire les dépenses dans le sens que j'ai indiqué. Nous devrions mettre fin à ce genre d'administration. Il est déplorable que l'examen des crédits n'ait lieu qu'une fois les dépenses faites. La déclaration de l'auditeur général a quelque importance. Je suis heureux de constater une amélioration dans son dernier rapport. Dans un de mes discours antérieurs, je déclarais ici en 1945:

Nous savons tous le sort qui échoit à un particulier ou à une nation qui emprunte continuellement sans jamais mettre ordre à ses finances. La faillite l'attend. On sait ce qui arrive à ceux qui persistent à dépenser plus qu'ils ne reçoivent et qui empruntent pour combler l'écart. Nul n'ignore non plus qu'une grande partie du dollar que gagne et dépense l'ouvrier sert à acquitter l'impôt. Nous avons une taxe de vente qui frappe à peu près tous les articles de sorte que tous les citoyens devraient s'enquérir de la façon dont l'Etat dépense leur argent. A mon avis, il est temps que le Gouvernement vive suivant ses ressources. Au cours de la guerre, il a fallu dépenser de vastes sommes. Cependant, maintenant que les hostilités ont pris fin, l'Etat projette de dépenser beaucoup plus que durant les années d'avant-guerre. La plupart des gens sensés estiment que le budget de l'Etat comporte bien des déboursés inutiles. Ils croient que le Gouvernement, tout comme une famille, doit régler son existence sur ses ressources, qu'il ne doit pas dépenser plus qu'il ne perçoit et qu'il doit éviter de s'endetter davantage. Or, c'est précisément ce que fait le Gouvernement actuellement. Il accuse des déficits annuels de plusieurs millions et continue d'emprunter ou d'augmenter les impôts pour se rattraper. C'est cette façon de manier l'argent qui cause l'inflation. L'économie de la part de l'Etat signifie que le contribuable dispose de plus d'argent dans son portefeuille. Si le peuple canadien exige du Gouvernement qu'il réduise la dépense et prenne des mesures pour accélérer la production, il n'aura plus à craindre l'inflation. Je demande à la Chambre une réduction des frais publics, l'élimination de tout gaspillage et de tous les services inutiles et le renvoi à plus tard de toutes les initiatives qui peuvent être différées jusqu'à ce que nos dettes soient payées. M. Truman a adopté cette ligne de conduite. Je prie le Gouvernement d'établir ses dépenses à un niveau compatible avec nos ressources. Nous en verrons bientôt les répercussions sur le prix de tous les articles, aliments, vêtements et ainsi de suite, qu'il nous faut nous procurer.

Je crois que ces remarques viennent à point. On a formulé certaines critiques dans le *Wall*